



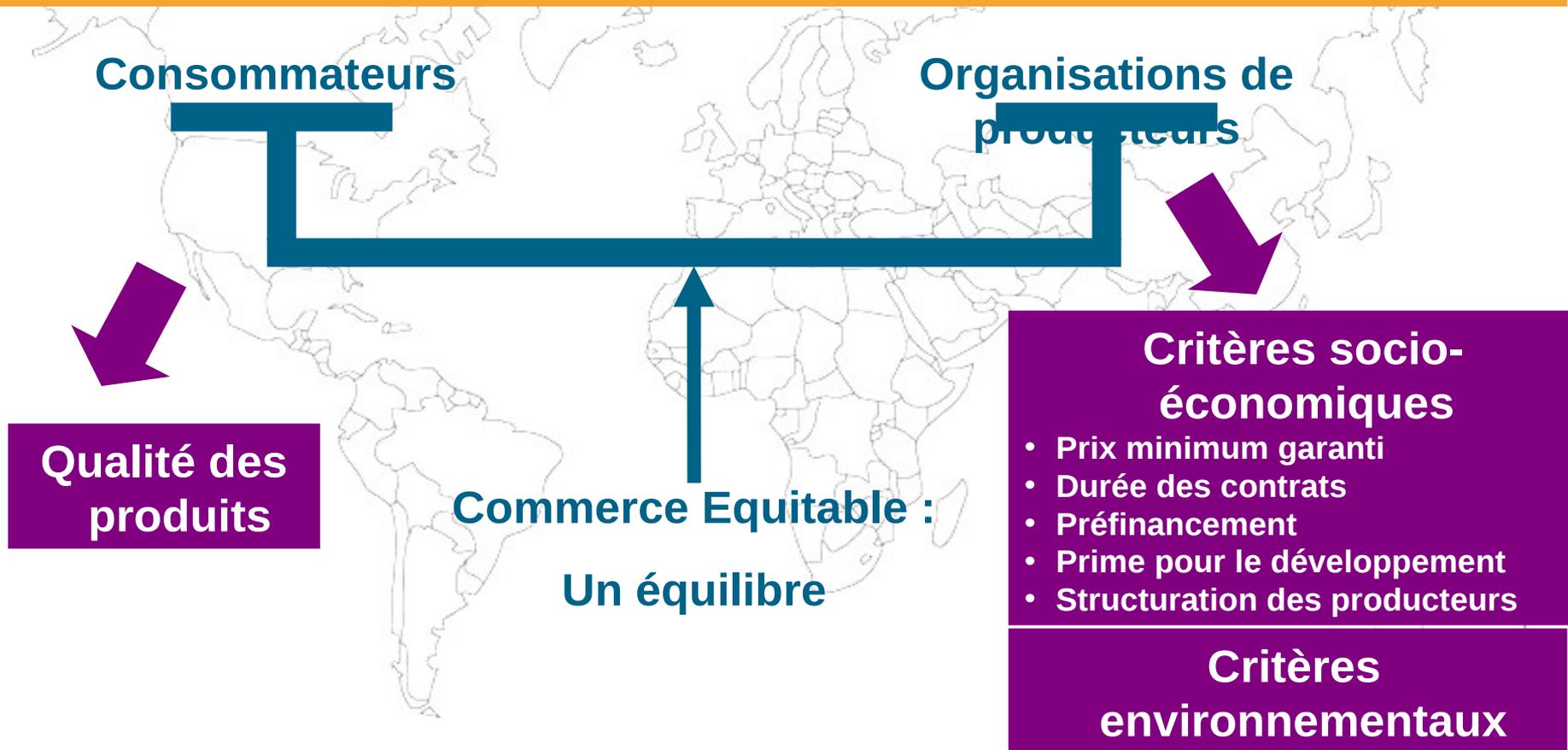
**LA LABELLISATION DES PRODUITS  
SUIVANT DES CRITERES DE  
COMMERCE EQUITABLE :  
MODALITES, ENJEUX ET  
OPPORTUNITES**



# LES PRINCIPES DU COMMERCE EQUITABLE

## Le Commerce Equitable c'est :

- Mettre l'homme au cœur du système économique
- Intégrer les droits de l'homme et la préservation de l'environnement





**RESULTATS OBTENUS  
APRES 18 ANS  
DE COMMERCE EQUITABLE  
LABELLISE DANS LE MONDE**

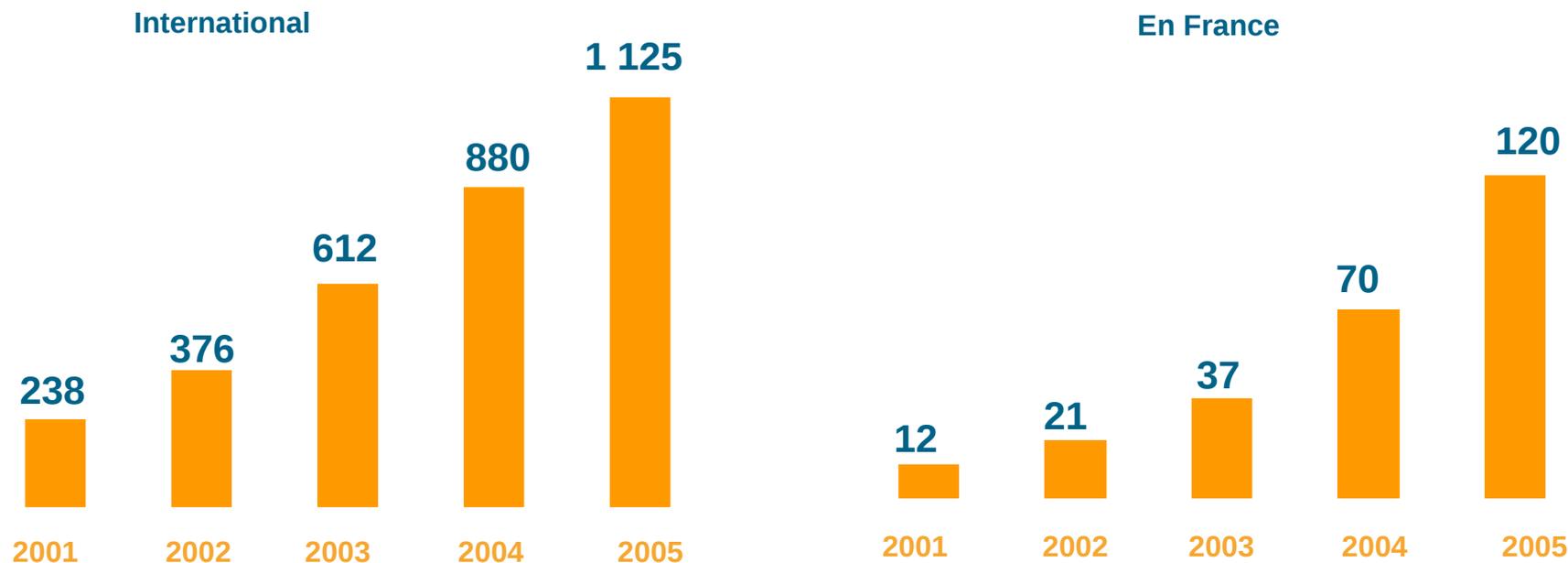


# LES CONSOMMATEURS



**En 4 ans, la consommation des produits équitables labellisés a été multipliée par 5 dans le monde et par 10 en France.**

## Evolution de la consommation 2001-2005



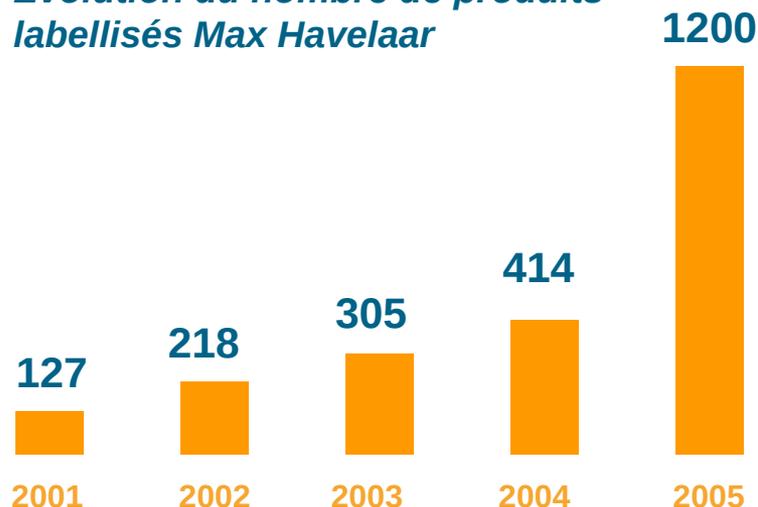
**Au niveau international, plus de 1000 marques dans plus de 20 pays sont engagées et vendent plus de 2500 produits labellisés selon les standards FLO.**

## SITUATION EN FRANCE :

En 4 ans, le nombre de marques françaises engagées auprès du label Max Havelaar a été **multiplié par 5**.

Actuellement, **130** marques proposent **1 300** produits équitables labellisés.

*Evolution du nombre de produits labellisés Max Havelaar*





# LES PRODUCTEURS

**Au niveau des producteurs :**  
**Un label pour 1 million de producteurs dans 51 pays**



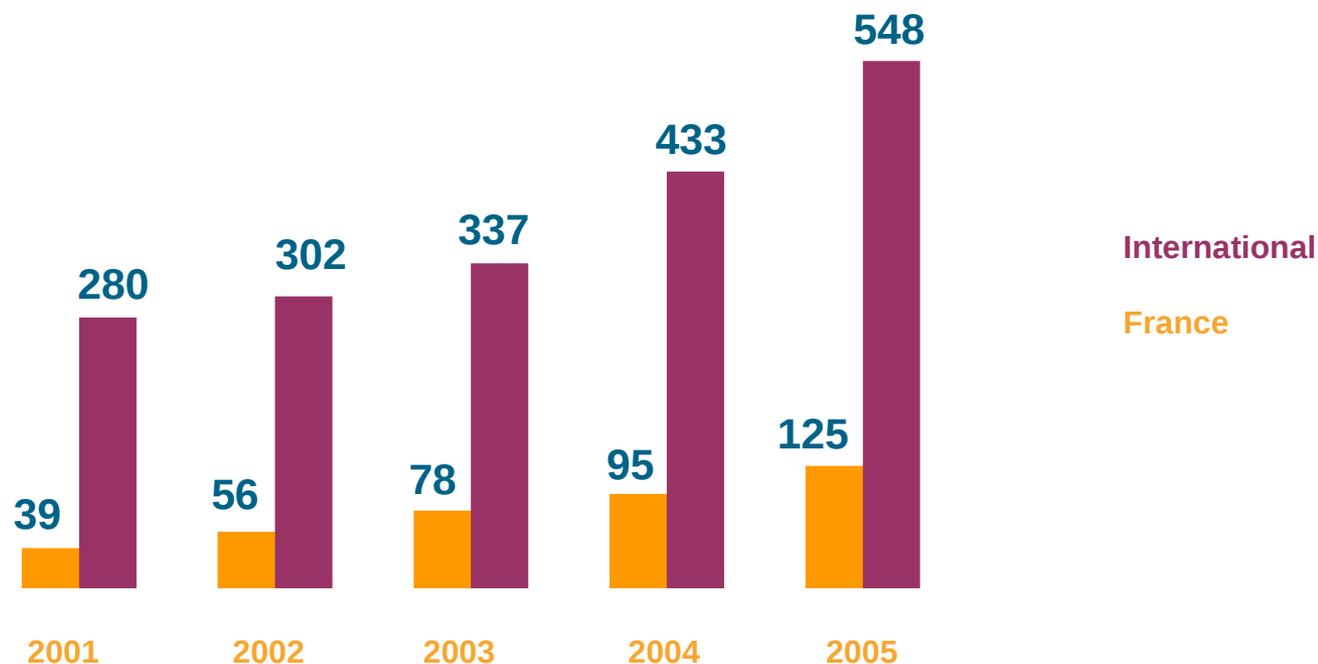


### 15 filières sont aujourd'hui concernées

- **Alimentaires** : café, thé, cacao, fruits frais (bananes, mangues, ananas et avocat), fruits séchés, jus de fruit, riz, sucre, miel, quinoa, épices, noix. **Innovations** : confitures, dosettes café, compotes de fruit, biscuits...
- **Hors alimentaires** : coton (vêtement, linge de maison, coton hydrophile), fleurs coupées, cosmétiques.

**Valeur transférée au sud en 2005 : Plus de 100 millions d'euros au niveau international et 18,5 millions d'euros par les seules ventes françaises**

Entre 2001 et 2005, le nombre d'organisations de producteur ayant accès à des marchés labellisés de commerce équitable a été multiplié par 2 au niveau international et multiplié par 3 en France.





**LE FONCTIONNEMENT DU  
SYSTÈME INTERNATIONAL  
FAIRTRADE LABELLING  
ORGANIZATION**

## Les 3 piliers du système de labellisation

Mission : rétablir l'équilibre dans un objectif de développement

Consommateurs

Organisations de producteurs

FLO

Max Havelaar

FLO Cert

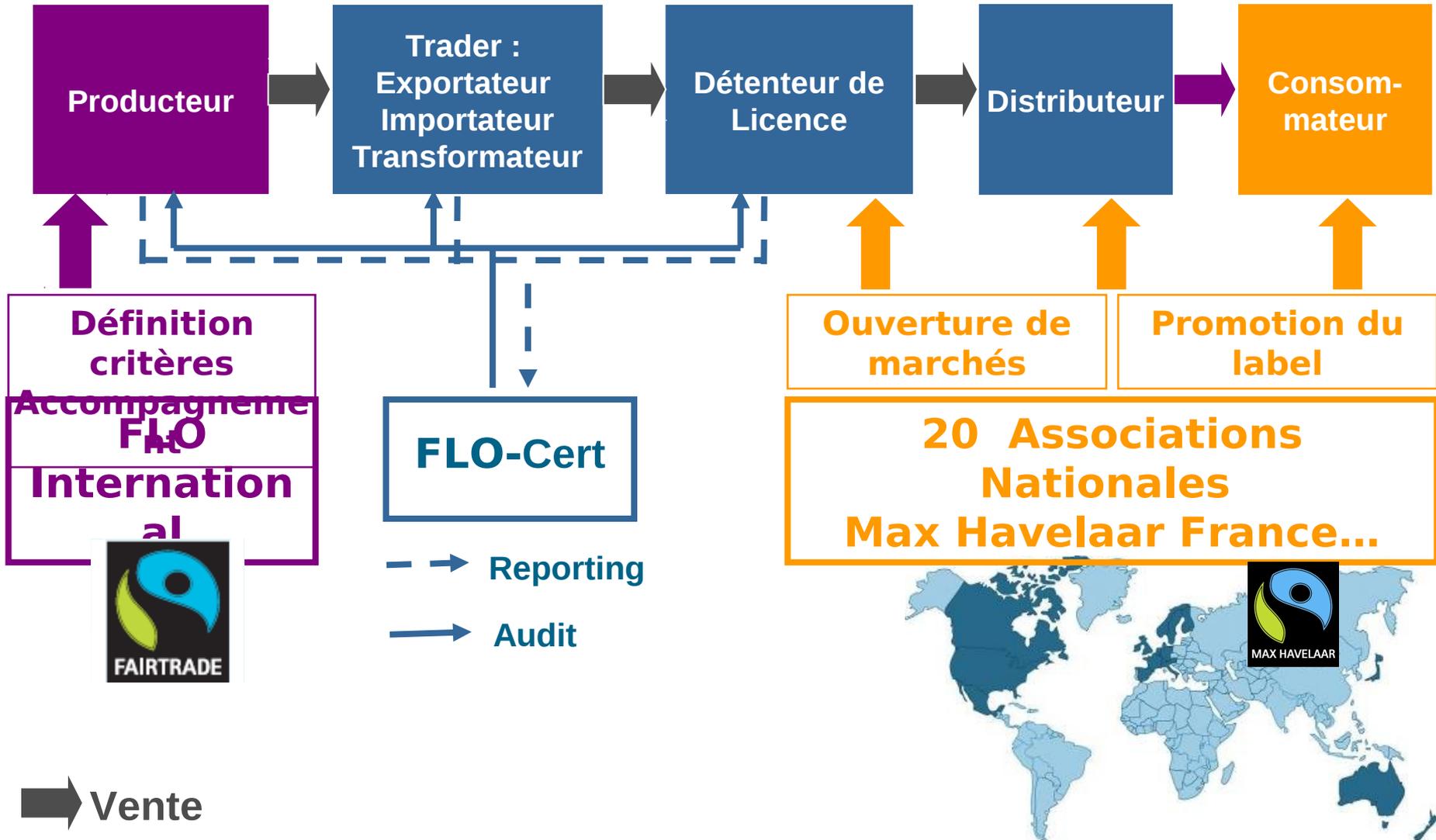
Standards internationaux  
du commerce équitable

Appui / structuration des  
organisations

Sensibilisation des  
consommateurs

Débouchés / appui  
commercial

Contrôle et  
certification  
indépendants





**LE CRITERES  
DE COMMERCE EQUITABLE  
PRESENTS  
DANS LES STANDARDS FLO**

## Les standards internationaux définis par FLO

### Petits producteurs / Main d'œuvre salariée



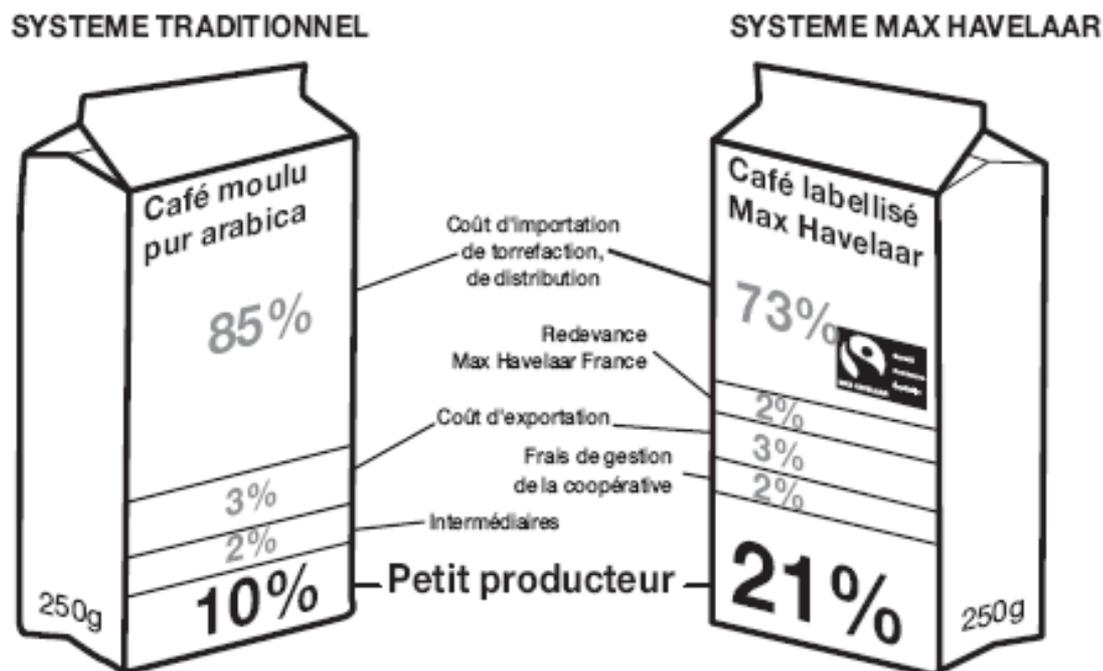
- Organisation collective (coopératives, syndicats)
- Organisation démocratique et transparente
- Respect des règles de l'OIT
- Respect de l'environnement
- Démarche de développement

### Acteurs commerciaux



- Prix couvrant les coûts de production
- Prix minimum garanti
- Prime de développement
- Préfinancement des récoltes
- Partenariat sur le long terme

## Décomposition du prix d'un paquet de café



Source : Max Havelaar France.

Calculé sur la base de la moyenne du cours mondial de l'arabica 2003-2004 (bourse de New York), la moyenne du taux de change €/£ 2003-2004, le prix minimum garanti (1,21\$ par livre) et la prime de développement (0,05\$ par livre) du commerce équitable et un prix de vente consommateur moyen estimé.

▲ Sur un paquet de café labellisé, en moyenne 21% du prix revient au producteur, soit le double par rapport à un café conventionnel.

## REPRESENTANTS DES PRODUCTEURS

40 % des droits de vote



## REPRESENTANTS DES 21 INITIATIVES NATIONALES

40 % des droits de vote



## REPRESENTANTS DES ACTEURS COMMERCIAUX ET EXPERTS EXTERNES

Acteurs commerciaux



- Associations de consommateurs
- Syndicats
- Experts externes



**SYNTHESE DU FONCTIONNEMENT  
DU SYSTÈME FLO  
DE CERTIFICATION EQUITABLE  
DES PRODUITS DU SUD**



# Présentation Banque Africaine de Développement

## FLO Cert, GmbH

### CERTIFICATION

#### Inspections et Audits

- Inspection des coopératives et plantations
- Audits des importateurs
- Contrôle des flux

#### Décision de certification

- Comité multipartite (producteurs, traders, ONG,...)

### CONTROLE

#### Audits des détenteurs de licence

- Déclarations trimestrielles
- Contrôles physiques annuels

#### Comité de contrôle

- Décision d'agrément ou de renouvellement

## FLO International, e.v.

(Fairtrade Labelling Organizations)

### CONSTRUCTION DES CAHIERS DES CHARGES

#### Définition des standards commerciaux et de production

(Représentants de producteurs, acteurs économiques et initiatives nationales)

### APPUI AUX PRODUCTEURS

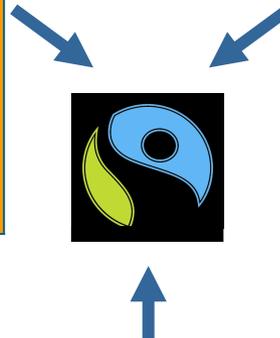
#### Appui à la commercialisation

- Analyse des marchés et des productions
- Conseil aux organisations

#### Appui aux organisations de producteurs

- Bureaux régionaux au Sud
- Mise en relation avec des ONG pour renforcer les organisations : qualité, commercialisation, gestion, respect des exigences de FLO...
- Appui à la réalisation de rencontres biennuelles / continent

#### Développement de nouvelles filières



## 21 Initiatives Nationales (ex : Max Havelaar France)

### INFORMATION ET SENSIBILISATION

- Sensibilisation sur les conditions de vie des producteurs
- Information sur le commerce équitable et son impact
- Promotion du label

### OUVERTURE DE NOUVEAUX MARCHES

- Mise en relation producteurs / industriels
- Informations sur le marché français
- Développement de nouvelles filières

## Résumé :

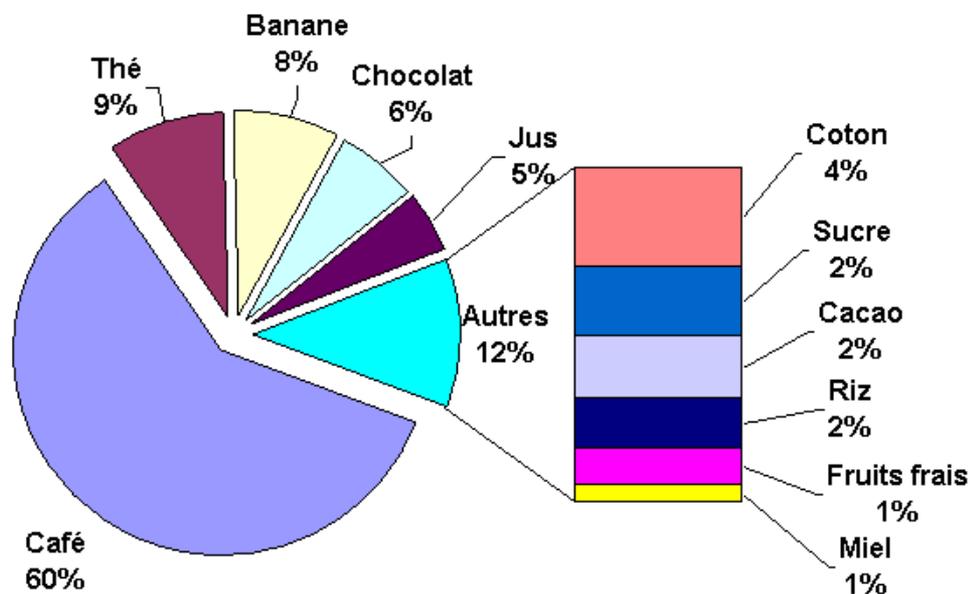
Le label **Max Havelaar** est apposé  
sur les produits certifiés par **FLO Cert**  
sur la base des cahiers des charges  
élaborés par la structure **FLO**  
au niveau international.



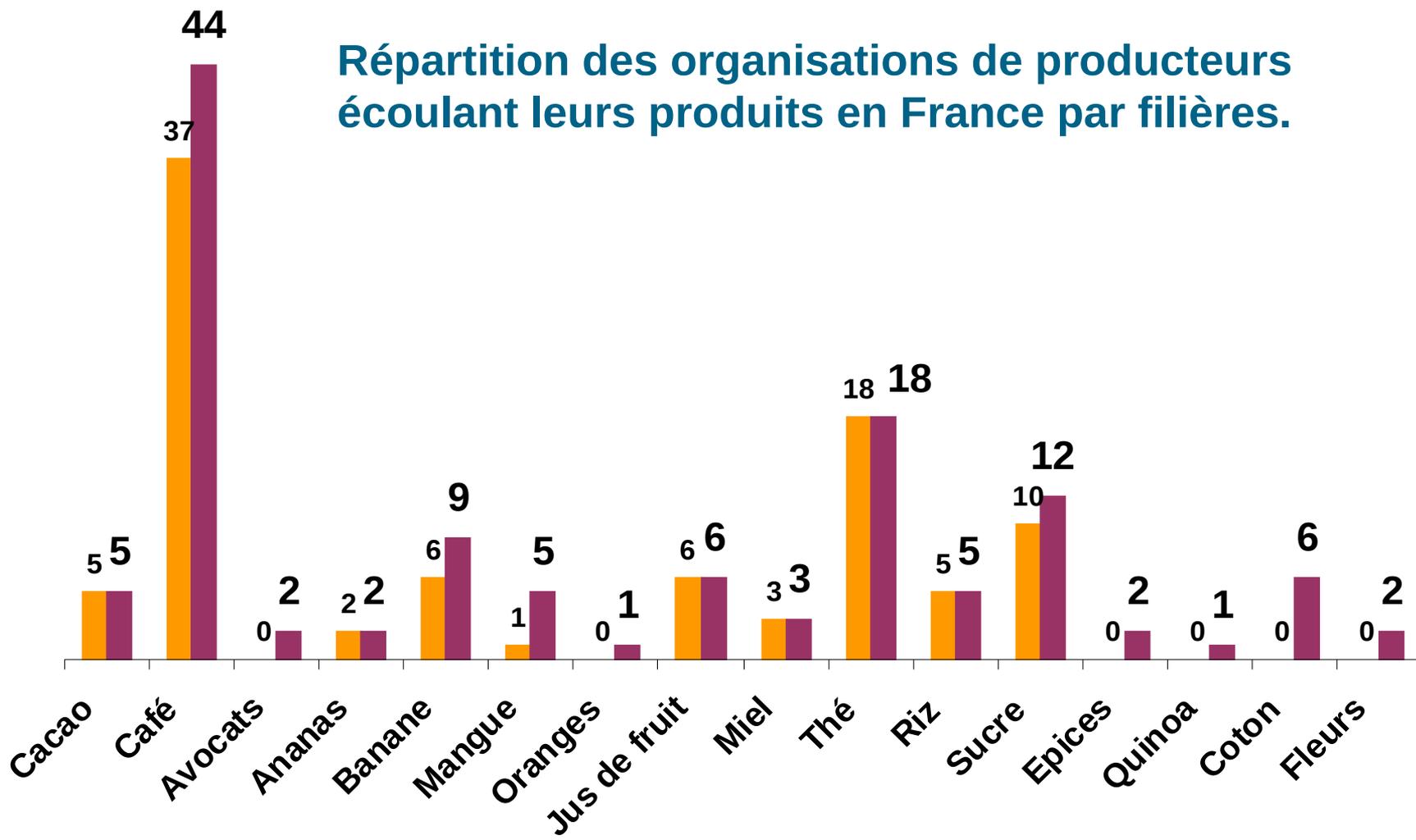
# ZOOM SUR LE MARCHÉ FRANCAIS DES PRODUITS LABELLISES

**60%** de la consommation équitable labellisée est consacrée au **café**.

**Café, thé, banane, chocolat équitables** représentent **85%**.



## Répartition des organisations de producteurs écoulant leurs produits en France par filières.

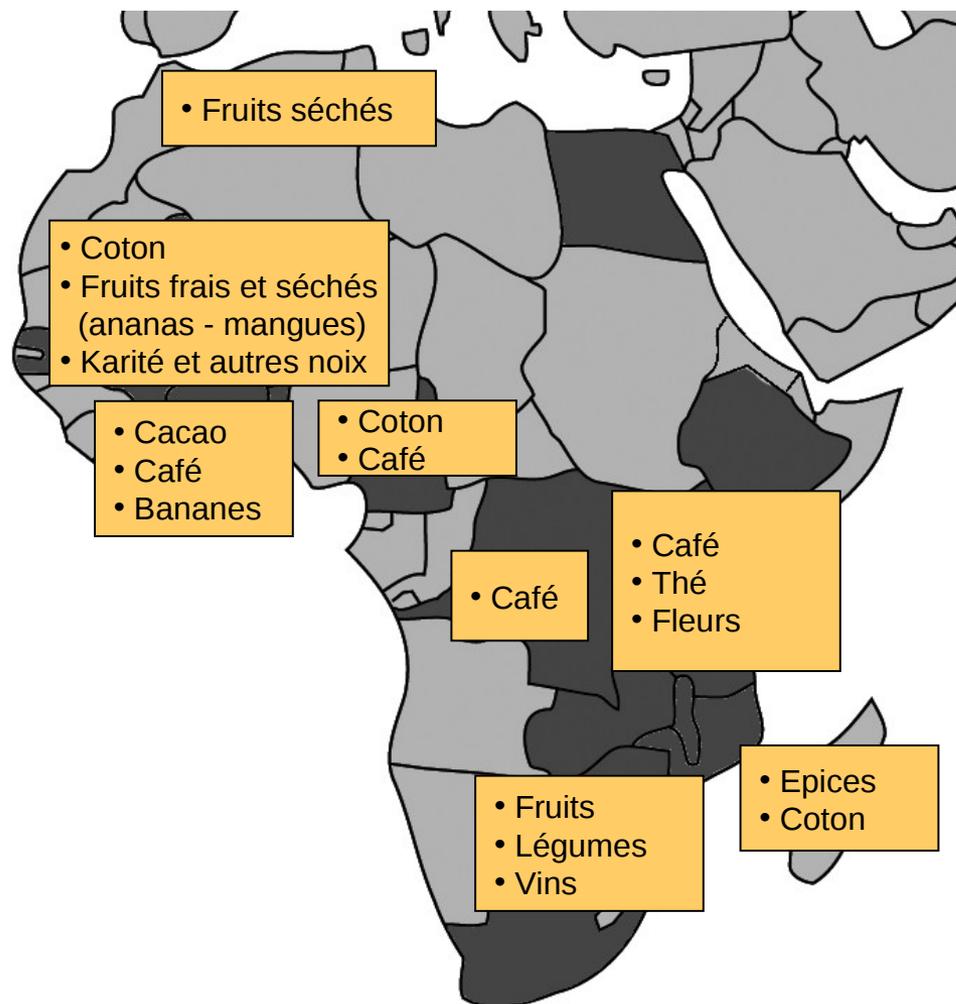




# ZOOM SUR LE CONTINENT AFRICAIN

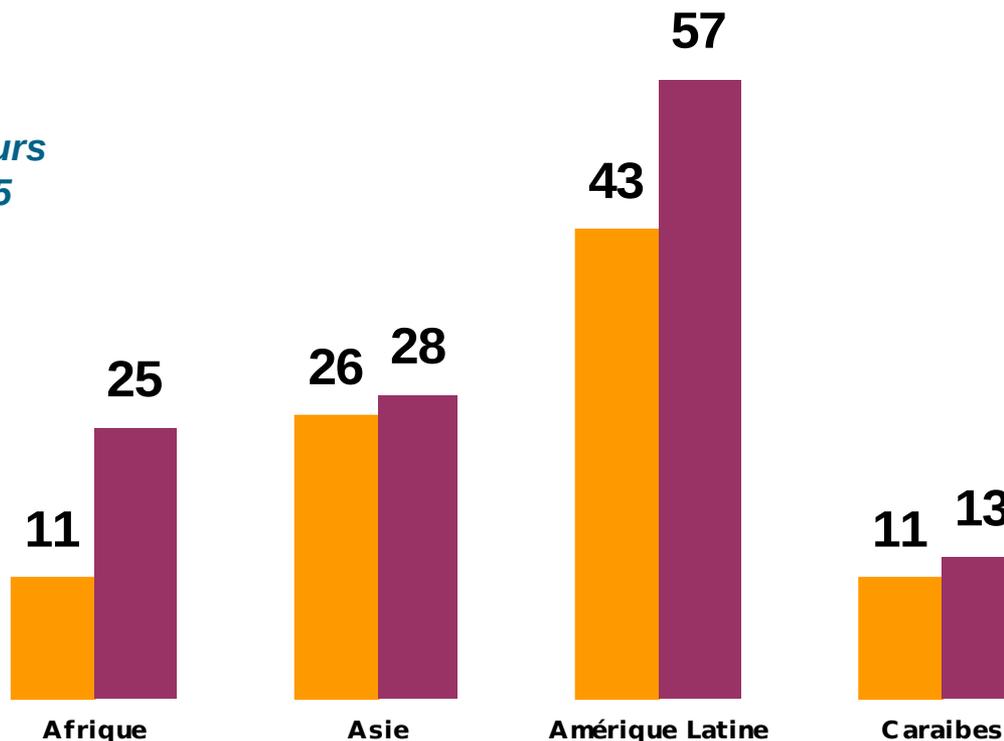
## Les filières labellisées en Afrique

*Panorama des localisation des coopératives certifiées par FLO Cert sur la continent africain et productions associées*



**Le nombre d'organisations de producteur en Afrique ayant accès au marché français aux conditions équitables a été multiplié par 2 entre 2004 et 2005.**

*Evolution du nombre d'organisations de producteurs par continent entre 2004/2005*

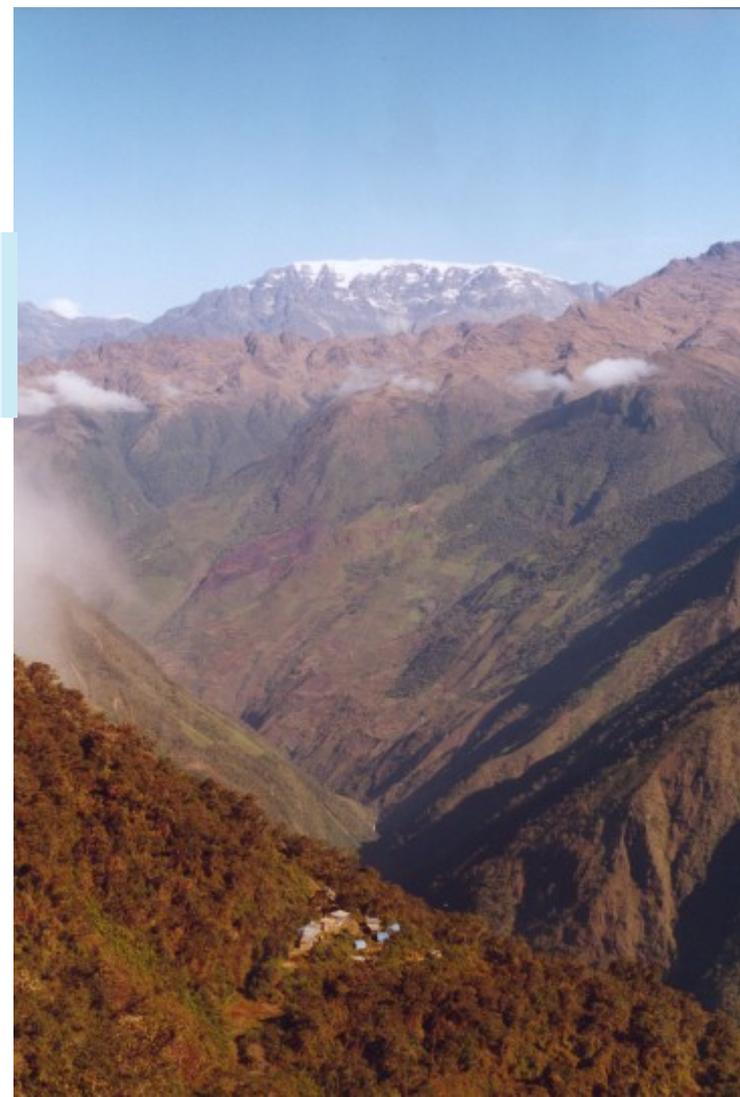
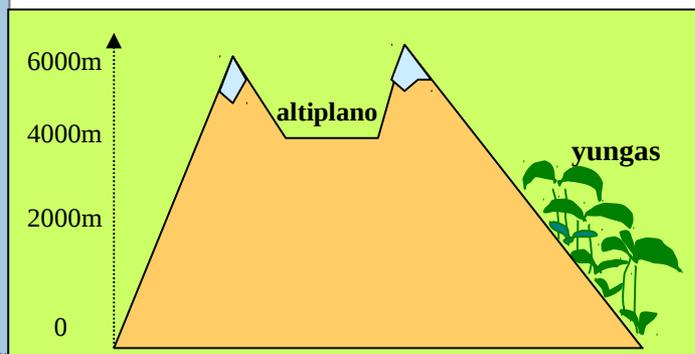




# RETOUR D'EXPERIENCE SUR L'IMPACT DU COMMERCE EQUITABLE LABELLISE

## Etude d'impact en 2005 sur le commerce équitable du café en Bolivie :

- 15 ans de commerce équitable
- en 2004 : 25 % des exportations de café de toute la Bolivie sont labellisés selon les critères de FLO



## Chiffres-clé des organisations de producteurs de café étudiées :

- 16 organisations et 4000 familles concernées

- Zoom sur les prix :

Vente	Prix (USD/qq)
Au commerçant local	25
A la coopérative :	
café conventionnel	45
café biologique	55
café équitable	102
café équitable et biologique	115

- Impact sur les revenus des famille :

Revenu familial de 4 hectares de café	Revenu
Marché conventionnel	640 USD /an
Marchés de qualité et biologique (70%)	730 USD/an
Filières du commerce équitable (30%) et marchés de qualité et biologique (70%)	2000 USD/an

Le prix équitable permet le maintien en milieu rural des familles paysannes avec un niveau de vie décent au-dessus du seuil de vie durable (1800 USD/an)

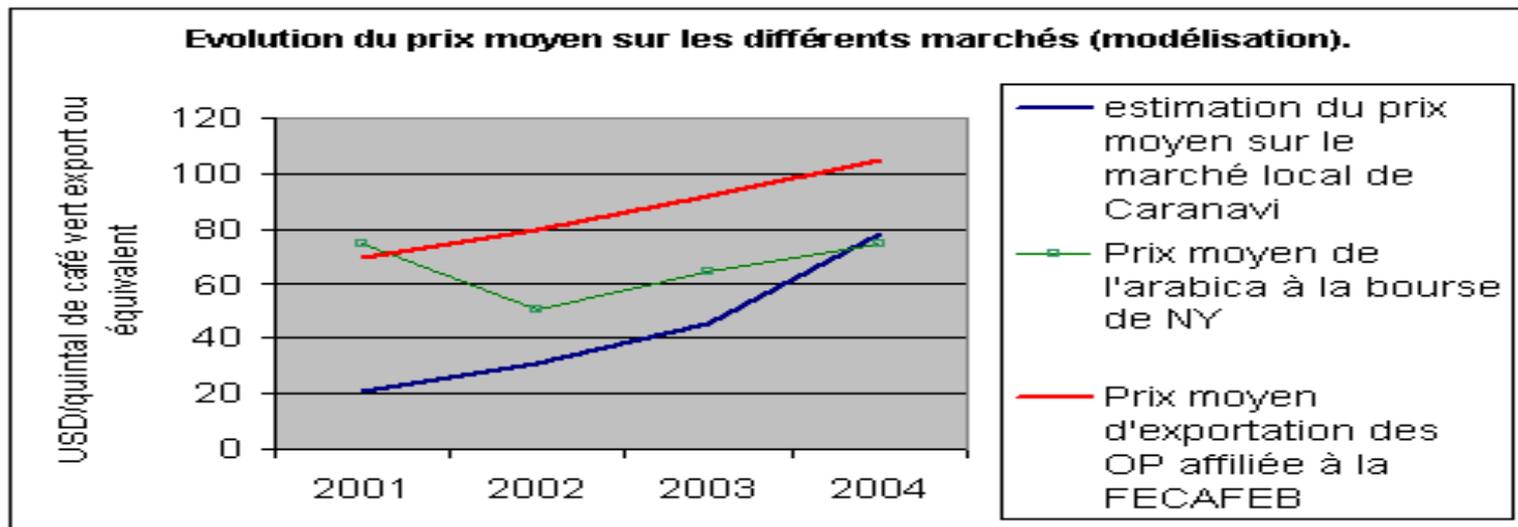


### Les impacts vont bien au-delà du prix du café :

- sécurité de prix pour les producteurs et augmentation du salaire des travailleurs saisonniers
- De moins en moins d'exode rural et des jeunes motivés pour reprendre les exploitations
- Pas d'ilots de prospérité : répartition équitable des ventes entre coopératives
- Amélioration générale de la qualité du café bolivien et meilleur prix international pour cette origine de café
- Effet important pour structurer les producteurs dans les coopératives : nette augmentation du nombre d'adhérents, de présents aux assemblés ; statuts des coopératives revisités.
- Les organisations de producteurs sont désormais reconnues fortement par les municipalités pour les investissements (électrification, éducation, routes...)

## Les impacts au-delà des coopératives concernées :

- Création d'une fédération nationale des coopératives (FECAFEB)
- Augmentation forte du nombre d'adhérents à cette fédération
- Offre de services de crédits, d'assistance technique et de commercialisation
- Création d'un fond de crédit (87 000 USD en 2003 / 176 000 USD en 2005)
- Participation à la définition de la politique nationale du café (2005)
- L'impact concerne aussi les 20 000 familles de la région :



## Conclusions sur les enseignements de l'étude :

1. Le soutien et l'accompagnement des producteurs est un élément incontournable et doit absolument faire intervenir les acteurs compétents et spécialisés : les ONG locales, les ONG internationales, les pouvoirs publics locaux, les coopérations internationales

Il a pour principales dimensions : la formation, l'appui en structuration et organisation, l'information des producteurs sur les marchés (prix...)

Il permet de s'assurer qu'une dynamique de développement se mette en place à l'échelle de tout un territoire (et qu'il ne fait pas seulement la richesse de certains. Il permet également que les plus petits producteurs marginalisés continuent à être renforcés pour améliorer la qualité des produits, se structurer et rentrer dans le système équitable.



## Conclusions sur les enseignements de l'étude :

### 2. La nécessité d'un travail dédié sur les problèmes de financement, notamment le préfinancement :

Le préfinancement est un élément clé des critères de commerce équitable de FLO. Sa mise en œuvre est limitée par des facteurs bloquants qui nécessitent un travail spécifique important.

De manière générale, les coûts qui pèsent sur les organisations pourraient devenir un obstacle et contredire l'objectif de dynamique de développement. Des outils dédiés doivent donc être élaborés.

Par exemple, pour garantir la durabilité économique du système et répondre aux normes internationales en vigueur, les coûts de certification sont payés par chacune des parties prenantes concernées. Un fond de certification a ainsi été mis en œuvre depuis 2 ans (plus de 20 organisations en ont bénéficié en 2005)



**MERCI DE VOTRE ATTENTION**